

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 novembre 2023

POUR CONTRÔLER L'IMMIGRATION, AMÉLIORER L'INTÉGRATION - (N° 1855)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CL473

présenté par

M. Ciotti, Mme Genevard, Mme Anthoine, M. Bazin, Mme Bonnivard, M. Boucard, M. Brigand,
M. Cinieri, M. Di Filippo, M. Hetzel, M. Kamardine, Mme Louwagie, M. Marleix,
Mme Frédérique Meunier, M. Minot, M. Neuder, M. Pauget, M. Portier, Mme Tabarot, M. Taite,
M. Jean-Pierre Vigier et M. Vincendet

ARTICLE 9

I. – À la fin de la première phrase de l'alinéa 25 substituer au mot :

« trois »

le mot :

« un ».

II. – Après le mot :

« punis »,

rédiger ainsi la fin de l'alinéa 34 :

« d'au moins trois ans d'emprisonnement ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Sans une révision de notre Constitution, comme l'ont proposé Les Républicains dans la proposition de loi constitutionnelle n°1322 déposée le 5 juin 2023, et qui sera examinée en séance publique le 7 décembre prochain, notre pays ne pourra pas arrêter l'immigration de masse. Tenter de faire croire aux Français le contraire relèverait de la tromperie.

Si la protection opérationnelle des frontières extérieures de l'Europe est vitale pour la France, et que les instruments européens qui sont déployés à cette fin, dans le cadre de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), sont une nécessité absolue pour sécuriser l'espace européen, cela ne saurait nous dispenser de définir et de mettre en œuvre, à l'échelle nationale, des leviers contribuant à l'arrêt de l'immigration de masse.

Il est en effet devenu aujourd'hui nécessaire de réaffirmer le droit de la France à décider souverainement qui elle souhaite accueillir et qui elle souhaite refuser sur le territoire national. À cette fin, un nouveau cadre juridique national est désormais indispensable.

Toutefois, une telle révision devrait être accompagnée de dispositions législatives ordinaires pour reprendre le contrôle de la politique d'immigration, d'intégration et d'asile de notre pays.

Le projet de loi pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration, dans sa version issue du Sénat, prévoit un nombre important de dispositions très utiles allant dans cette direction.

En complément et renforcement de ces mesures, le présent amendement propose d'abaisser le seuil permettant de prononcer une interdiction du territoire français, à tout crime ou délit puni d'au moins un an d'emprisonnement, et d'abaisser le seuil de protection quasi absolue d'un étranger contre ces peines aux crimes et délits punis d'au moins trois ans d'emprisonnement.